Le viol des femmes, des jeunes filles et des mineures, de plus en plus fréquents restent impunis, à Mobeka dans la province de l'Equateur.

Les activistes des droits de l'Homme dénoncent cette situation. Ceux-ci affirment etre victimes de menaces de la part de la Police et des services de l'Etat en poste dans le territoire de Makanza, qui les empêche de remplir leur tache.

L'Auditeur militaire de garnison a indiqué que la mission dépêchée à Mobeka pour investigation a arrêté le Commandant du Sous-commissariat de Police de Mobeka, accusé de favoriser l'impunité des auteurs des cas de viol.

« Plusieurs jeunes filles sont violées. Une mineure est tombé enceinte. La Police étouffe l'affaire et lorsque nous venons enqueter nous sommes menacés par le sous-commissaire de la Police de Makanza », affirme Jean-Prosper Bongema, activiste de la Ligue nationale paysanne des droits de l'Homme (Linapedho), basée à Mobeka.

La localité de Mobeka est située à 85 km du chef-lieu du territoire de Makanza.